



Géopolitique de l'alimentation : implications pour les pays ACP

Briefing de Bruxelles sur le développement n° 21

Bruxelles, 2 février 2011

Le 2 février 2011, le CTA et d'autres partenaires se sont réunis pour le 21ème « Briefing de Bruxelles sur le développement », dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. 159 participants se sont réunis à Bruxelles pour discuter de l'aspect géopolitique de l'alimentation et de ses implications pour les pays ACP.

Géopolitique de l'alimentation :

implications pour les pays ACP. Le Briefing a discuté la géopolitique de l'alimentation, en particulier dans le contexte des défis dans le système alimentaire mondial et les pays ACP. Les crises alimentaire, énergétique et financière, les effets du changement climatique et les choix en matière de politique agricole et commerciale ont un impact sur la production alimentaire. Les leçons tirées, les conséquences et le futur des pays ACP ont été discuté, y compris les options politiques et les changements nécessaires pour promouvoir la sécurité alimentaire et encourager les systèmes alimentaires résilients qui génèrent la croissance dans les pays les plus vulnérables, tout en protégeant et l'autonomisant des petits agriculteurs.

Le Briefing était une initiative du CTA, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des Ambassadeurs ACP, CONCORD et les médias.

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement visitez

www.bruxellesbriefings.net



Dr Mohamed Ibn Chambas and Michael Hailu



Mr Jean-Pierre Boris

En introduction au 21ème Briefing de Bruxelles sur le développement, Mohamed Ibn Chambas, Secrétaire général du groupe ACP, a salué la bonne organisation de ces briefings, qui sensibilisent aux questions d'agriculture ACP et de développement rural, ainsi que leur extension aux régions ACP, qui en améliore la couverture, la participation et l'efficacité. Il a ensuite souligné le rôle central de l'aspect géopolitique de l'alimentation. En effet, aux implications de la famine et de la sécurité alimentaire dans les pays ACP viennent s'ajouter des enjeux complexes tels que le changement climatique, les pénuries d'eau, l'insécurité énergétique, la croissance démographique, la migration et l'urbanisation. Il a expliqué que tous ces éléments ne peuvent être dissociés des facteurs géopolitiques. Il a également mentionné l'importance de la reconnaissance mondiale du droit à l'alimentation. L'augmentation de la production alimentaire a en effet engendré une concurrence acharnée pour les terres arables, l'eau et les intrants de production. À ses yeux, il convient donc de se détourner des politiques agressives

pour investir davantage dans la recherche.

Michael Hailu, directeur du CTA, a insisté sur la particularité du thème du briefing, face aux enjeux permanents auxquels les pays ACP sont confrontés en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de volatilité des prix et de variabilité climatique. Il a rappelé que depuis 2007 les pics des prix alimentaires menacent la sécurité alimentaire au niveau mondial. Cette situation génère une instabilité politique, encourage l'intervention gouvernementale sur les marchés alimentaires et entraîne la fermeture des frontières aux exportations alimentaires. De plus, presque toutes les personnes sous-alimentées, en majorité des femmes et des jeunes, vivent dans des pays en développement. Par conséquent, afin de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population mondiale qui devrait croître d'un milliard d'ici 2050 face aux enjeux du changement climatique, de la rareté des terres, de l'eau et de l'énergie, il faudra non seulement innover techniquement, mais également intervenir et investir au niveau politique.



Dr Hans Herren



Sylvie Brunel

Nouveaux enjeux du système alimentaire mondial

Le premier panel, modéré par Jean-Pierre Boris, spécialiste en matières premières et journaliste à Radio France Internationale (RFI), s'est penché sur les enjeux du système alimentaire mondial et sur ses effets sur l'agriculture des pays ACP.

Hans Herren, président du Millenium Institute et co-président de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAATSD), a présenté quelques-uns des grands enjeux du système alimentaire des pays ACP. Il a souligné que le secteur socio-économique est confronté à un nouveau paradigme. Bien que la production alimentaire mondiale suffise à alimenter la population mondiale, d'autres conditions doivent être réunies afin d'assurer la sécurité alimentaire, notamment la disponibilité de nourriture et un système de répartition atteignant les groupes vulnérables. Hans Herren a appelé à un changement d'approche radical : d'une révolution verte à une révolution écologique où l'agriculture est harmonieuse et s'intègre dans le système. L'agriculture est une affaire complexe étroitement liée au système, aux sociétés et aux cultures. Il a insisté sur la nécessité de passer à une agriculture durable très productive en réduisant les pertes post-récolte, en améliorant le stockage et en investissant dans

l'amélioration des infrastructures d'accès au marché. Selon lui, l'agriculture écologique offre les meilleures perspectives de durabilité, notamment grâce à l'utilisation des nutriments et de cultures biologiques, à la réduction de l'utilisation de combustibles fossiles et de l'émission de produits agrochimiques. Parmi les autres priorités, citons le financement d'une mécanisation d'échelle adaptée aux petits agriculteurs et aux coopératives afin d'améliorer la productivité de la main-d'œuvre, un investissement renforcé dans la recherche agricole pour l'équipement sans labour et le renforcement des incitants à la commercialisation nationale. Pour lui, ce processus ne peut aboutir que via le développement du capital humain et social, notamment en améliorant et en étendant les services d'extension et les écoles agricoles de terrain et en développant les capacités des coopératives afin de favoriser les entreprises locales et de développer l'enseignement supérieur en soutien à l'agriculture écologique.

Insécurité alimentaire et malnutrition

Sylvie Brunel, professeure en développement durable à la Sorbonne, a entretenu les participants sur les des questions liées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Elle a rappelé que chaque année environ 50 millions de petits agriculteurs quittent les zones rurales parce qu'ils ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins de base. Ce phénomène

pourrait être inversé en renforçant les investissements dans l'agriculture, en particulier grâce à la coopération internationale. Cependant, les chiffres montrent une diminution considérable des investissements agricoles, de 20 % en moyenne du budget agricole en 1980 à 3 % actuellement. Mme Brunel a également mentionné le paradoxe des réserves foncières : des milliards d'hectares de terres cultivables, seul 1,5 milliard est réellement exploité. Il existe donc un potentiel important d'extension des terres et des cultures non utilisé actuellement. Afin d'inverser ces tendances, il faut mobiliser toutes les formes d'agriculture et reconnaître le droit à la protection et à la souveraineté alimentaire. Selon elle, la production alimentaire mondiale est fonction non seulement des avantages agronomiques spécifiques des divers pays mais également des ressources investies dans l'agriculture. Le seul moyen pour les petits agriculteurs de s'adapter et de résister aux crises et aux écueils inattendus est de s'organiser en coopératives, syndicats, groupes de producteurs et ONG. Elle a conclu en soulignant qu'afin de répondre à la demande grandissante en produits agricoles, les petites entreprises familiales et les grandes entreprises doivent collaborer afin de relever les défis de la transformation, de la logistique et du transport dans le secteur alimentaire.

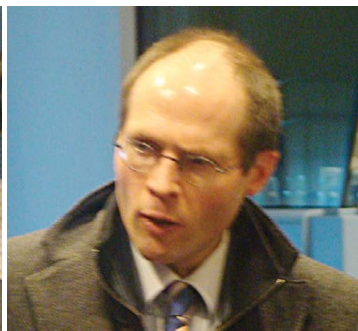
L'avenir pour les petits producteurs

Jethro Greene, du Caribbean Farmers' Network (CaFAN), a

Géopolitique de l'alimentation : implications pour les pays ACP | POINTS FORTS



Mr Jethro Greene



Mr Olivier de Schutter

présenté la perspective des petits producteurs. Le CaFAN est un réseau agricole représentant 500 000 agriculteurs des Caraïbes et visant à défendre les intérêts de ces derniers et à renforcer leurs compétences organisationnelles et leurs savoir-faire. Bien que 80 % des agriculteurs des Caraïbes opèrent sur des parcelles de 5 acres, ils contribuent de manière significative au PIB national. Il a expliqué que ces dernières années, les gouvernements des Caraïbes se sont tournés vers d'autres secteurs que l'agriculture (tels que le tourisme, le transport et les infrastructures), ce qui a généré des difficultés pour les organisations d'agriculteurs et une faiblesse structurelle. Heureusement, la situation évolue (en particulier à cause de la crise alimentaire) et la reconnaissance des agriculteurs et la nécessité d'encourager les petits producteurs sont unanimement admises. Pour Jethro Greene, l'avenir des petits producteurs dépend du renforcement et du développement des capacités des organisations d'agriculteurs et des institutions régionales ; de l'utilisation des sciences, des technologies et de la R&D combinée afin d'améliorer la productivité et la focalisation sur le marché ; de la formation des groupes d'agriculteurs ; et d'une meilleure appropriation de la chaîne de valeur par les agriculteurs. Selon lui, en unissant leurs efforts et en apportant un soutien grâce au développement des capacités et de l'action, les groupes d'agriculteurs peuvent répondre aux besoins des nouveaux marchés et des marchés en plein

essor, et bénéficier davantage de l'évolution de l'économie mondiale au niveau fiscal.

Dans le débat modéré par Jean-Pierre Boris, deux questions majeures ont été soulevées. Tout d'abord, la volonté politique des gouvernements des pays ACP d'envisager l'agriculture comme une priorité et donc de mettre en place un cadre politique encourageant les agriculteurs eux-mêmes à investir. C'est le cas du Nigéria, où le gouvernement a décidé d'investir dans l'agriculture et où, après quelques années, le nombre de personnes vivant dans la famine a diminué de moitié. La deuxième question est la nécessité de renforcer la production agricole dans les pays en développement. Le public a débattu des difficultés des agriculteurs des pays du Sud à développer leur production à cause de la concurrence acharnée avec les produits subventionnés des pays du Nord. Mme Brunel a souligné que ce n'est que lorsqu'un pays peut concéder aux agriculteurs des droits sur leurs terres, leur permettre de s'organiser et reconnaître le rôle des organisations régionales que des progrès significatifs sont observés. Le rôle clé des femmes dans l'agriculture et le développement rural et la nécessité pour les États d'investir dans l'éducation sont quelques-uns des éléments considérés comme fondamentaux afin de développer un modèle agricole efficace.

Quelles options politiques et quelle gouvernance future permettront de garantir la sécurité alimentaire de tous ?

Le panel 2 a discuté des options politiques pouvant assurer l'approvisionnement et la disponibilité alimentaire au niveau international et national.

Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, a présenté les nouvelles formes de gouvernance alimentaire. Selon lui, la crise alimentaire de 2007/2008 a eu des conséquences profondes mais elle a également mis en lumière l'importance de la gouvernance mondiale pour la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, la FAO a décidé de réformer, en novembre 2009, l'un de ses comités majeurs, celui en charge de la sécurité alimentaire. Aux yeux de M. de Schutter, de nouvelles initiatives de la société civile facilitent l'échange de bonnes pratiques et la compréhension pour trouver des solutions pouvant se révéler très efficaces en termes de souveraineté alimentaire. Il a rappelé la nécessité d'investir dans l'agriculture et a souligné l'importance de la qualité de l'alimentation. Il a fait part il a souligné les des trois priorités en termes de sécurité alimentaire : (i) Renforcer l'investissement public dans la recherche agricole pour les petits agriculteurs afin de faire la transition entre les biens privés et



Mr Hafez Ghanem

publics. (ii) Développer et renforcer de toute urgence les organisations d'agriculteurs. Les agriculteurs auront ainsi un poids plus important dans les négociations sur la chaîne alimentaire et les revenus de leurs récoltes se verront renforcés. Le réseautage au sein des organisations d'agriculteurs est également essentiel afin d'obtenir des informations fiables et utiles pour leur travail. Les écoles agricoles de terrain sont de bons exemples de réseautage d'agriculteurs. (iii) Selon le principe du droit à l'alimentation, tous les investissements des donateurs internationaux doivent s'inscrire dans un cadre de se conformer aux droits, avoir un impact durable et augmenter le niveau de revenus. M. de Schutter a ajouté que l'aide à l'agriculture doit viser à rendre l'agriculture durable et que les investissements dans ce secteur doivent être employés à leur destination initiale.

Des prix alimentaires plus volatiles

Hafez Ghanem, Directeur-général adjoint de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, s'est penché sur les causes et les implications de la volatilité des prix agricoles. L'indice des prix alimentaires de la FAO a grandement fluctué ces quatre dernières années. Il est passé de 122 en 2006 à 214 en juin 2008, avec la crise des prix alimentaires de 2007-2008. L'indice a ensuite chuté rapidement au second semestre de 2008, pour atteindre 140 en mars 2009. Au second

semestre de 2010, il a nettement augmenté, en particulier après la grave sécheresse en Russie, pour atteindre 215 en décembre et dépasser la flambée de la crise 2007-2008. Cette volatilité est-elle structurelle ou à court terme ? Pour la FAO, elle est structurelle. Ces 30 dernières années, la croissance démographique et l'urbanisation ont fait augmenter la demande de production alimentaire, alors que les rendements, en particulier des céréales, n'ont augmenté que de 1-1,5 %, contre 3 % dans les années 70/80. Selon M. Ghanem, cette volatilité est non seulement due à l'augmentation de la demande mais également à la croissance insuffisante de l'offre mondiale. La volatilité des prix alimentaires est également due à d'autres facteurs : (i) La volatilité des prix du pétrole : Cette tendance à la hausse entraîne une augmentation de la volatilité des prix alimentaires du fait des coûts de transport et des fertilisants. Ce lien est devenu encore plus étroit avec l'arrivée des biocarburants, qui utilisent des cultures alimentaires et peuvent donc influencer sur les prix alimentaires. (ii) La volatilité des rendements des cultures, qui est fonction du changement climatique et structurel : À cause de l'inélasticité de la demande alimentaire, une évolution mineure de l'offre peut entraîner une évolution majeure des prix. Cela signifie que même une volatilité limitée des rendements cultureux peut avoir une influence profonde sur les fluctuations des prix alimentaires. Le rôle de la

variabilité des rendements cultureux ne devrait que se renforcer avec la multiplication des événements climatiques extrêmes. (iii) Les stocks : La volatilité des prix alimentaires est inversement proportionnelle au niveau des stocks alimentaires : plus ceux-ci chutent, plus cette volatilité augmente. Ces dernières années, les acteurs publics et privés ont fait diminuer ces stocks. Cette tendance pourrait cependant s'inverser, les pays revoyant leurs politiques de réserve en réponse aux récents pics de volatilité. (iv) Les taux de change : L'évolution des taux de change, en particulier dans les grands pays exportateurs, font évoluer les prix alimentaires internationaux. Les facteurs macroéconomiques rendent les taux de change plus volatiles, entraînant à la hausse la volatilité des prix alimentaires. Enfin, M. Ghanem a insisté sur les responsabilités des gouvernements et des États dans cette augmentation de la volatilité des prix. Il a cité l'exemple des politiques entravant l'exportation, comme lors de la crise du riz de 2007-2008 en Asie. Il n'y avait aucune raison objective pour que le prix du riz double mais les pays asiatiques ont cessé d'en exporter sur le marché mondial à cause des pressions extérieures d'autres céréales. Autre cause de volatilité des prix : L'absence d'informations fiables et actualisées sur l'offre et la demande de cultures, les stocks et la disponibilité de l'exportation. Ce manque d'information incite souvent les pays à prendre de mauvaises



Mr Ousmane Djibo



Mme Doaa Abdel Motaal

décisions telles que des achats motivés par la panique face à un prix temporaire du riz, entraînant celui-ci encore davantage à la hausse.

La perspective africaine sur la gouvernance agricole

Ousmane Djibo, expert agroindustriel au NEPAD, a présenté les différentes perspectives africaines en matière de gouvernance agricole et de sécurité alimentaire. Il a proposé une vue d'ensemble sur le rôle du NEPAD. En insistant sur l'importance de la gouvernance du secteur agricole sur le continent africain, M. Djibo a souligné le potentiel de l'agriculture sur le continent : 60 % de terres arables non cultivées, environ 600 millions d'hectares en Afrique sub-saharienne, dont environ 400 millions pouvant être utilisés pour l'agriculture alors que moins de 10 % sont cultivés. En ce qui concerne les avantages comparatifs, les producteurs africains sont concurrentiels sur les marchés intérieurs, grâce au coût moins élevé de la main-d'œuvre, alors que ce n'est pas le cas au niveau mondial, du fait de la faiblesse de la coopération et de l'intégration régionales. Il faut développer davantage les infrastructures et améliorer le processus sur l'entièreté de la chaîne de valeur. En ce qui concerne les options politiques devant accompagner ce processus, M. Djibo a insisté sur la réforme des politiques

foncières afin de faciliter et d'attirer davantage l'investissement dans le secteur agricole. En dépit de la déclaration de Maputo en 2003, dans laquelle les gouvernements africains se sont mis d'accord pour allouer 10 % de leur budget national au secteur agricole, M. Djibo a rappelé que l'objectif de croissance de la plupart des pays africains varie entre 2 et 4 %. Des progrès sont cependant observés (les chiffres ont augmenté d'environ 15 % entre 2007 et 2008). M. Djibo a appelé à la création d'un environnement favorable pour une agriculture durable, qui n'est possible que si l'ensemble des parties prenantes sont impliquées. Une autre priorité est l'analyse profonde permettant de développer des plans d'investissement basés sur des éléments objectifs. Selon M. Djibo, il s'agit de l'une des faiblesses du développement agricole sur le continent africain. En effet, très souvent les projets développés ne sont pas bien intégrés et ne ciblent pas les problèmes de terrain.

Sécurité alimentaire mondiale et commerce international

Doaa Abdel Motaal, conseillère agricole et environnementale à l'Organisation mondiale du commerce, a parlé du rôle essentiel du commerce international pour la sécurité alimentaire. Elle a souligné que la sécurité alimentaire doit être envisagée comme une responsabilité

mondiale commune et pas seulement comme une mesure visant à garantir la sécurité alimentaire de la population. En faisant référence à des études basées sur une analyse complète, elle a expliqué qu'une tomate cultivée en Europe a une empreinte carbonique plus importante qu'une tomate cultivée dans un pays africain et importée sur le marché européen. Elle a insisté sur le rôle essentiel d'une alimentation abordable et de la sécurité alimentaire, ainsi que sur la nécessité de faire face aux restrictions à l'exportation. Concernant les règles commerciales et l'OMC, Mme Motaal a expliqué le rôle de l'Uruguay Round dans le renforcement des règles agricoles et des négociations de Doha dans la réduction des subventions et des tarifs agricoles dans les pays en développement et développés. Sur la question de l'augmentation des tarifs, très importante pour des produits ACP tels que le thé, le cacao ou le tabac, Mme Motaal a souligné qu'à court terme les pays moins développés bénéficieront de l'exemption liée à la non-réduction de leurs subsides ou tarifs. Ce système sera rendu possible grâce à un mécanisme de sauvegarde permettant de classer certains produits « sensibles » et d'imposer des taxes plus élevées sur les importations en cas de chute drastique des prix ou d'augmentation du volume des produits importés.

Le débat s'est attardé sur l'importance du commerce mondial dans le secteur agricole. Mme Brunel a rappelé que



The debate raised the importance of world trade in the agricultural sector.

seuls 10 % de la production de grains sont commercialisés sur le marché mondial alors que les 90 % restants ne sont pas vendus internationalement. Cependant, ce pourcentage limité a un impact profond sur les prix nationaux. La véritable question consiste à savoir comment nourrir une population urbaine grandissante en maintenant des prix alimentaires nationaux bas tout en garantissant des revenus décents aux petits agriculteurs. Concernant la réduction des tarifs, Mme Motaal a souligné la nécessité de garantir la sécurité alimentaire au sein d'un système commercial international viable. M. de Schutter a mis l'accent sur l'insuffisance de l'investissement agricole, notamment à cause des produits

importés bon marché, un système qui selon lui n'est pas durable à long terme, les prix devenant plus volatiles. La nécessité de renforcer la participation des petits agriculteurs au système commercial international a été soulignée, ces derniers n'ayant pas accès aux grosses structures d'exportation et souffrant davantage du dumping des prix que les grands producteurs, lesquels bénéficient majoritairement des profits. Le rôle des entreprises multinationales face à la sécurité alimentaire a également été mentionné, de même que l'implication indispensable de l'ensemble des acteurs dans le développement des politiques. M. Ghanem a souligné le rôle central des femmes dans l'agriculture et la nécessité de garantir leur accès

au crédit. Selon lui, si l'inégalité des genres était compensée dans les pays en développement, le PIB agricole augmenterait en moyenne de 3 à 5 %. Il faut également émanciper les agriculteurs via la recherche agricole et la dissémination des connaissances et garantir que l'aide alimentaire est en ligne avec les stratégies à long terme. Concernant le changement climatique, il a été souligné que l'une des raisons majeures des émissions de gaz à effet de serre est que l'agriculture n'a pas encore totalement opéré sa transition vers une production alimentaire durable. Néanmoins, elle peut être extrêmement productive sans dépendre des énergies fossiles en étant plus écologique et durable.

En savoir plus sur le web

- Le site principal <http://tinyurl.com/66yu5dn>
- Les vidéos <http://bit.ly/hSqydz>
- La page consacrée au briefing <http://bruxellesbriefings.net/>